

LE TRAVAIL AFFRANCHI.

BUREAUX : RUE DES SAINTS-PERES, 16.

Ce Journal paraît tous les Dimanches. — Pour les départements, le numéro 15 centimes.

PARIS, un an, 5 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — Trois mois, 1 fr. 50.
DÉPARTEMENTS, un an, 7 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — (Affranchir).

Les bureaux sont ouverts tous les jours, de dix heures du matin à quatre heures du soir.

SOMMAIRE : La question des houilles de la Loire. — Affranchissement du travail agricole : crédit personnel. — Les mines d'or de la Californie : influence sur les relations économiques. — Louis Blanc et Caussidière au carcan. — Exposition critique des doctrines de M. Proudhon (suite). — Courrier de la semaine. — Nouvelles de l'étranger.

LA QUESTION DES HOUILLES DE LA LOIRE.

La concurrence engendre le monopole. — Coalition des capitalistes. Exhaussement du prix des produits et dépréciation des salaires. Absence de garanties pour les ouvriers et pour les consommateurs. — Ce qu'il y aurait à faire.

Les théoriciens du laisser-faire et du laisser-passer, les partisans du désordre absolu et de la liberté négative prétendent que la concurrence stimule la production, garantit le bon marché des produits, la liberté, la dignité et le bien-être des travailleurs ! etc., etc.

Les socialistes, au contraire, prétendent que la concurrence porte préjudice aux producteurs et aux consommateurs, déprécie les salaires, enlève à l'ouvrier l'indépendance et la sécurité, jette la perturbation dans l'industrie, aboutit forcément au triomphe des forts ou des riches, à la ruine et à l'asservissement des faibles ou des pauvres ; ils soutiennent que le vainqueur, après avoir écrasé ses concurrents, dicte la loi aux ouvriers, puis aux consommateurs, élève le prix des marchandises, réduit le taux des salaires ; ils affirment, enfin, que la concurrence doit nécessairement amener, tôt ou tard, le monopole.

Les socialistes ont pour eux la raison et l'expérience.

Le bassin houiller de la Loire est le plus riche de France. Il est divisé en 60 concessions, qui, toutes, aux termes de la loi du 21 avril 1810, doivent être exploitées, et qui étaient, en effet, autrefois exploitées par des administrations différentes.

Pendant longtemps, les diverses compagnies se sont fait une concurrence acharnée, se sont disputé les meilleurs ouvriers, ont mis le prix de la main-d'œuvre à un taux convenable, et le prix de la houille au rabais. Quand on veut faire la guerre, il faut se résigner à des sacrifices pour triompher de ses ennemis, il faut recruter des combattants, choisir les meilleurs soldats et payer leurs services, sauf à les mettre ensuite à la demi-solde après la campagne, sauf à se dédommager en rançonnant les vaincus. C'est ce qui est arrivé.

Les compagnies les moins riches ont succombé les premières. Celles qui ont pu résister, grâce à leurs énormes capitaux, ont compris qu'elles avaient intérêt à transiger, à s'entendre pour se partager les bénéfices de la victoire et pour se coaliser contre quiconque serait tenté de recommencer la bataille. C'est aussi ce qui est arrivé pour les messageries, pour les fabriques de cristaux.

Trente-cinq concessions houillères se sont donc coalisées pour former une ligue puissante, une ligue capable d'écraser toutes les compagnies rivales. La coalition possède aujourd'hui les mines les plus fécondes, les charbons les plus riches, ceux dont on ne peut se passer pour les forges, le gaz, la fabrication du coke. La coalition domine le marché d'une manière à peu près absolue ; elle produit les 5/6 des houilles que fournit le bassin ; elle a englobé dans son réseau les concessions les plus importantes ; elle tient sous sa dépendance les ouvriers et les consommateurs.

Contre cette concurrence formidable, les autres compagnies ne peuvent résister. Aussi, grand nombre de concessions ont été abandonnées ; d'autres ont été achetées à vil prix par les coalisés.

Cette concentration de plusieurs exploitations différentes entre les mains d'une seule compagnie a produit, pour les coalisés, d'immenses avantages. On a obtenu dans l'extraction de la houille de grandes économies, économie de frais d'administration, économie de capital engagé et circulant, économie dans le nombre, l'entretien et la construction des machines, économie de personnel et de salaire, etc.

Au point de vue de la production et des intérêts des propriétaires, les avantages de l'unité de direction et d'exploitation sont incontestables. La houille peut être extraite à moins de frais qu'autrefois, pourrait, par conséquent, être livrée à meilleur marché. La suppression de la concurrence, d'un autre côté, permet de hausser les prix de vente et de réaliser à coup sûr des bénéfices considérables.

Mais les concurrents laissés en dehors de la coalition ont été ruinés ; mais les ouvriers et les consommateurs ont perdu toutes garanties contre la domination insolente, contre les prétentions exagérées de la toute-puissante compagnie.

Autrefois, quand les exploitations étaient fractionnées, l'ouvrier mineur, libre de changer à volonté d'atelier, ne dépendait pas de son maître d'une manière absolue. Il pouvait, jusqu'à un certain point, débattre, comme disent les économistes, les conditions du salaire, du moins tant que l'offre de bras ne dépassait pas la demande ; il pouvait aller porter ses services dans une autre mine et échapper ainsi à la tyrannie d'un exploiteur trop exigeant. Sans doute, il était bien forcé de subir toutes les réductions qu'imposaient aux différents entrepreneurs les nécessités d'une concurrence impitoyable, mais il pouvait du moins changer de maître et trouver encore du travail après avoir été renvoyé d'un atelier.

Aujourd'hui, il n'y a plus qu'un seul maître : la compagnie féodale. Et ce maître, qui n'a point de concurrents sérieux, qui ne craint plus qu'on lui enlève ses ouvriers, impose arbitrairement sa loi.

S'il ne veut mourir de faim, il faut que l'ouvrier capitule, accepte les conditions qu'il plaît à la compagnie d'imposer. La coalition a donc été funeste aux salariés. La durée du travail a été augmentée d'un sixième ; les salaires ont été réduits de moitié, des trois quarts. De là ces grèves intermittentes, ces scènes de désordre et de violence qui éclatent tous les deux ans et qui se terminent toujours par la condamnation des pauvres ouvriers, par la soumission de leurs camarades domptés par la famine. Les économistes ont raison : le salariat, c'est la garantie de la liberté, du bien-être des travailleurs !

Autrefois, le prix de la houille était limité par la concurrence que se faisaient les compagnies rivales. Aujourd'hui, la concurrence n'est plus possible, n'existe plus. Les capitalistes coalisés dictent les prix, fixent les tarifs à leur gré ; leurs prétentions ne sont plus bornées que par les frais de production et de transport que les charbons des autres bassins, les charbons du nord de la France, les houilles de l'Aveyron, de la Belgique, de la Prusse, de l'Angleterre auraient à supporter pour se présenter en concurrence sur le même marché. Or, pour les charbons, les moindres frais de transport excèdent le prix de revient, sans parler des droits imposés sur les houilles étrangères. Les coalisés peuvent impunément doubler, tripler les anciens prix, quintupler leurs bénéfices.

J'avais donc raison de dire qu'il n'existe plus de garanties pour les consommateurs. Et cependant la houille est un objet de première nécessité pour l'industrie, et du bas prix de la houille dépendent la production à bon marché, l'écoulement des produits, l'existence de toutes les usines qui emploient des engins à vapeur.

La question en est là. Les coalisés invoquent la liberté de l'industrie, le laisser-faire et le laisser-

passer, ils invoquent même le droit d'association.

Les populations qui se servent de la houille comme combustible, les industriels, les maîtres de forges de la Loire, de tous les départements de l'est et du midi qui tiraient leurs charbons de Rive-de-Giers et de Saint-Etienne, réclament avec énergie, soutiennent que les coalitions sont défendues par les lois, punies par le Code pénal ; les municipalités, les conseils généraux protestent contre la violation de la loi de 1810, demandent que les concessions soient retirées à toutes les compagnies qui ont cessé d'exploiter directement pour entrer dans la coalition.

Il y a cinq ans que dure cet état de choses ; il y a cinq ans que le gouvernement a été mis en demeure de résoudre les difficultés et de prendre un parti.

Les représentants du département de la Loire ont soumis une proposition à l'Assemblée nationale.

Ils demandent, comme les conseils municipaux et les conseils généraux, en s'appuyant sur la loi de 1810, sur l'intérêt général, que la coalition soit dissoute ; ils demandent qu'on revienne à l'ancien système de libre concurrence.

Mais comment imposer la concurrence à des capitalistes qui ne veulent point lutter les uns contre les autres, qui comprennent les bienfaits de l'union et de la paix ? D'ailleurs, à quoi bon renoncer aux bénéfices de l'exploitation unitaire, rétablir les abus et les inconvénients des exploitations morcelées ? C'est vouloir substituer à un régime mauvais un régime plus vicieux encore, un régime qui n'a pu et qui ne pouvait se maintenir.

La véritable solution n'est pas là. De l'avis de tous les hommes spéciaux, de tous les ingénieurs, elle serait dans l'expropriation pour cause d'utilité publique de toutes les compagnies et dans la mise en régie de toutes les exploitations. Mais ceci heurte de front l'économie et la politique de nos législateurs et de nos hommes d'Etat. Ils aiment mieux laisser faire ou ne rien faire : c'est plus commode. D'ailleurs, l'exploitation directe pour le compte de l'Etat, c'est du socialisme !

Reste donc à maintenir l'administration unitaire, mais en faisant directement participer les ouvriers et les consommateurs aux avantages qu'elle présente, aux économies qu'elle permet de réaliser.

La coalition des capitalistes peut être considérée comme un commencement d'association. Mais c'est une association imparfaite qui ne s'étend qu'aux capitaux seuls, et c'est précisément en cela qu'elle est mauvaise, qu'elle dégénère en monopole. Il faut donc élargir cette association pour y faire entrer les intérêts laissés en dehors, les intérêts des consommateurs et les intérêts des ouvriers, et alors elle deviendra profitable à tous, sans exception, et toutes les difficultés seront résolues.

La propriété des mines, quoi qu'on en puisse dire, n'est point une propriété comme une autre. La loi de 1810 établit clairement que la propriété des richesses minérales appartient à l'Etat, qui concède, sous certaines conditions, la faculté d'exploiter, et qui se réserve le droit de surveillance, de contrôle, le droit de retirer, au besoin, l'autorisation par lui accordée.

La houille n'est point un produit du travail humain. C'est une richesse naturelle qui date d'une époque antérieure à l'apparition de notre espèce sur le globe, une richesse à laquelle nul ne saurait prétendre au nom de son travail.

L'Etat, propriétaire réel, l'Etat, qui a pu concéder la possession, mais qui a toujours conservé le droit éminent de propriété, l'Etat, qui n'a jamais renoncé à prescrire les conditions de jouissance, peut donc imposer des obligations aux compagnies et stipuler au nom de l'intérêt général.

Dans l'intérêt des consommateurs, nous demandons que le prix de la houille, aliment de première

nécessité pour l'industrie, soit fixé, comme le prix du pain, par un tarif. Ce tarif, basé sur le prix de revient, serait arrêté par le ministre des travaux publics, en conseil des mines, d'après les pièces justificatives fournies par les compagnies, d'après le rapport des ingénieurs et à la suite d'une enquête administrative. Le tarif serait révisé tous les ans.

Ce tarif accorderait pour tout bénéfice à la compagnie un tant pour cent au-dessus des frais de production. Dans l'évaluation des frais, on ferait entrer toutes les dépenses annuelles d'exploitation, mais après contrôle sévère, et de plus l'intérêt à 4 0/0 de tout le capital engagé. Ce capital serait évalué par une expertise contradictoire. Il va sans dire que l'entretien des machines et du matériel ferait partie des frais.

Le tarif serait publié, affiché dans tous les établissements de la compagnie, qui devrait s'y conformer, sous peine d'amende pour la première contravention, de déposition pour la seconde.

De la sorte, les consommateurs n'auraient plus à redouter l'élévation arbitraire et progressive du prix des houilles, les abus de l'agiotage, de l'accaparement, du monopole.

Dans l'intérêt des ouvriers, nous demandons : 1° un tarif régulateur des salaires pour les travailleurs de toutes catégories; 2° une part dans les bénéfices; 3° des garanties d'indépendance et de sécurité.

Les salaires faisant partie des frais de production, le tarif ne compromettrait en rien les intérêts des capitalistes. Ce tarif serait arrêté par le préfet du département, en conseil de préfecture, après que les directeurs de la compagnie, les contre-maîtres, les ingénieurs de l'Etat, les délégués des ouvriers, les membres du conseil des prud'hommes et du conseil général auraient été entendus. — Ce tarif serait également révisé chaque année.

Le dividende des ouvriers serait de tant pour cent dans les bénéfices nets de l'exploitation. Ce dividende pourrait être réparti entre les travailleurs, en raison des journées de travail fournies ou en raison des salaires gagnés. Sur la part revenant à chaque ouvrier, un tiers serait placé pour son compte à la caisse d'épargne, un autre tiers serait versé à une caisse de retraite placée sous la direction d'une administration publique, et non sous la direction de la compagnie; le dernier tiers serait remis en argent au titulaire, à la fin de chaque semestre ou de chaque année.

Par garanties de sécurité et d'indépendance, nous entendons quelque chose d'analogue à ce qui existe déjà pour les employés et pour les fonctionnaires. Il ne faut pas que l'ouvrier soit à la merci d'une compagnie de coalisés qui dispose de tous les chantiers, qui a le monopole du travail; il ne faut pas que la vie d'un homme, le sort d'une famille, dépendent du bon plaisir d'un contre-maître, de l'humeur de quelque capitaliste qui a fait une mauvaise digestion.

Voilà ce qu'on pourrait faire dès aujourd'hui, en attendant que le progrès des idées modernes permette de tenter une réforme plus complète.

On ne manquera pas de crier à l'utopie! A toutes les objections, je puis opposer l'autorité d'un homme compétent, de M. Anselme Petetin, qui a été pendant longtemps l'agent de la compagnie des coalisés, et qui connaît mieux que personne toutes les faces de la question.

En 1844, M. Petetin publia dans la *Revue indépendante* un travail sur les houilles de la Loire. J'eus à combattre M. Petetin sur plusieurs points importants, et je développai alors les idées qui composent la substance de cet article. M. Petetin répondit que j'étais un utopiste; je répliquai et m'efforçai de prouver que tout cela était facilement réalisable.

Trois ans plus tard, dans cette même *Revue indépendante*, M. Petetin publia un second article sur le même sujet, et se rangea à mon avis. Il déclara loyalement qu'il avait été converti par la réflexion, par l'expérience et par les faits; que les idées de son contradicteur, qu'il avait autrefois repoussées comme impraticables, lui paraissaient d'une application facile, ainsi qu'il s'en était convaincu par lui-même, en prenant sur les lieux des renseignements auprès des ingénieurs et des hommes spéciaux; et il ajoutait que c'était désormais dans cette voie qu'il fallait chercher une solution théorique et pratique.

Le nom de M. Petetin, la position qu'il a occupée dans la Compagnie de la Loire, donnent à ses opinions une autorité à laquelle je ne saurais prétendre : la commission de l'Assemblée fera bien de

le consulter. Je saisis cette occasion pour rendre hommage à son caractère, à son talent et à sa bonne foi.

FRANÇOIS VIDAL.

Dieux, qu'il en soit toujours ainsi! à l'homme regorgeant de luxe et de superflu, qui méprise ses lois et qui ne veut pas voir parce qu'il n'a jamais senti, à celui-là faites, sans délai, sentir votre pouvoir; faites cesser une inégalité choquante, et que chacun ici-bas ait le nécessaire.

SHAKESPEARE.

RÉFORMES ÉCONOMIQUES.

AFFRANCHISSEMENT DU TRAVAIL AGRICOLE.

(Suite (1)).

CRÉDIT PERSONNEL. AVANCES SUR PRODUITS FUTURS. RÉALISATION DU DROIT AU TRAVAIL ET AUX INSTRUMENTS DE TRAVAIL. CULTURE DES COMMUNAUX.

Jusqu'ici nous avons surtout parlé du *crédit réel*, immobilier ou mobilier, du crédit basé sur les choses, sur des immeubles ou sur des produits réalisés.

Il nous reste à parler du *crédit personnel ou moral*, du crédit qui repose sur le travail, sur la capacité, sur la moralité du cultivateur.

Le crédit réel immobilier est garanti par des capitaux existants, par la valeur des immeubles que l'emprunteur possède. C'est un dégagement de capitaux engagés, une transformation de capitaux immobilisés en capitaux circulants.

Le crédit réel mobilier est garanti par des produits réalisés. C'est encore un dégagement de valeurs engagées.

Le crédit personnel a pour garantie le travail à venir, les valeurs à créer, et non plus le travail passé ou présent, les capitaux accumulés, les produits accomplis. Le crédit personnel capitalise par anticipation la puissance productive du cultivateur, puis escompte les produits futurs du travail. Il prête sur la capacité et la moralité de l'individu, fournit aux travailleurs les avances et les instruments qui leur manquent, les met en état de tirer parti de leur intelligence, de leur activité, de produire pour leur propre compte, de s'affranchir du salariat et des exigences du capital, de rembourser, avec le temps, toutes ces avances, en principal et intérêts, de se libérer définitivement et de devenir propriétaires du sol et de tous les instruments d'exploitation. — Le crédit personnel, c'est le crédit par excellence.

Dans toutes les opérations de crédit réel, on s'inquiète peu de la moralité ou de la capacité de l'emprunteur : l'essentiel, c'est que l'hypothèque ou le gage fourni présentent des garanties suffisantes. Si le propriétaire dépense stérilement les sommes qui lui ont été prêtées, s'il ne se libère pas à échéance, on l'expropriera et la banque ne perdra rien. Si le cultivateur qui a emprunté sur consignment de denrées ne tient pas ses engagements, la banque se couvrira en faisant vendre les récoltes. Le crédit réel est accordé en raison de la valeur des choses et non point en considération de la personne.

Dans les opérations de crédit personnel, il n'en peut être ainsi. Le crédit personnel étant une avance sur produits à venir, ne doit être fourni qu'aux hommes probes et laborieux, aux hommes capables de tirer un parti productif des instruments qui leur sont confiés. Le crédit personnel doit donc être distribué avec une circonspection extrême. C'est au directeur de la banque ou du comptoir qu'il appartient d'accorder ou de refuser le crédit, selon que l'emprunteur lui paraît digne ou indigne de confiance. Il n'y a point de règlement qui puisse suppléer à la

sagacité, à la prudence d'un administrateur intelligent et expérimenté; il n'y a point de règlement qui puisse déterminer d'avance les conditions à remplir pour être admis au bénéfice du crédit.

Le crédit personnel devrait être fourni moins aux individus isolés qu'à des groupes de travailleurs solidaires. La banque, d'ailleurs, aura toujours droit de surveiller l'emploi des fonds, de s'assurer de la destination productive qui doit leur être donnée; la banque aura également droit de se réserver un privilège sur les immeubles que ces fonds auront servi à acheter, sur les récoltes et sur toutes les améliorations foncières. Presque toujours la garantie personnelle des emprunteurs serait complétée par des garanties réelles sur la terre et sur les produits de l'exploitation. La banque se substituerait évidemment au privilège du vendeur, quand elle ferait des avances pour acquisition de terre.

Nous avons raconté dernièrement les résultats obtenus par M. Chambardel (1). Il est bien évident qu'une banque agricole aurait pu avancer en toute sécurité à M. Chambardel les 350 mille francs qui ont été engagés dans l'exploitation du domaine de Marolles. Il est bien évident que M. Chambardel, qui obtient chaque année 21 mille francs de produit net, aurait pu payer chaque année à la banque : 1° l'intérêt à 4 0/0 de la somme prêtée, soit les 14 mille francs qu'il compte dans ses frais annuels d'exploitation; 2° une prime d'amortissement de 2 0/0, soit 7 mille francs, laquelle somme capitalisée à 5 0/0 aurait éteint la dette en 25 ans et 6 mois. L'amortissement serait un peu plus lent si la prime était capitalisée à 4 au lieu de 5 0/0.

M. Chambardel, dans notre hypothèse, payant à la banque 21 mille francs chaque année pendant 26 ans, aurait eu tous les ans de bénéfice net, après avoir couvert tous ses frais de culture, d'impôts, d'assurances, d'entretien de son mobilier agricole, 14 mille francs; et au bout de ces 26 ans, il se serait trouvé propriétaire de la terre de Marolles et du produit accumulé des bénéfices annuels qu'il aurait pu capitaliser.

Supposons maintenant que l'exploitation du domaine de Marolles ait été entreprise par une association de cultivateurs, sous la direction d'un homme intelligent, de M. Chambardel lui-même; supposons qu'une banque agricole ait commandité les associés, fourni tous les capitaux nécessaires au taux de 4 0/0; supposons, si l'on veut, que M. Chambardel, en qualité de directeur, eût demandé un traitement annuel de 3 mille francs; enfin, supposons que les résultats obtenus eussent été les mêmes...

Les associés auraient eu de frais, chaque année, 54,260 fr., plus 3,000 f. pour les appointements du directeur. 57,260 f.

Les produits annuels s'élevant, au minimum, à. 75,210

Il y aurait eu de bénéfice net. 17,950

Sur laquelle somme on aurait prélevé pour l'amortissement du capital. 7,000

Il serait donc resté à partager entre les associés, d'après les conventions établies, ou à capitaliser au profit de tous, un dividende annuel de. 10,950 f.

Et au bout de 26 ans, la dette aurait été amortie, les associés se trouveraient propriétaires d'un domaine qui ne coûterait plus que 43,260 fr. de frais d'exploitation et qui leur rapporterait toujours, en supposant même que la production ne fût pas augmentée, 75,210 fr., soit 31,950 fr. de bénéfice net. Nous ne parlons pas de la plus-value du sol, de l'accroissement de la valeur foncière (1).

Ces cultivateurs qui, autrefois, ne possédaient

(1) Voir les numéros des 11, 18, 25 février, 4 et 11 mars, 1^{er} avril.

(1) Voir le numéro du 15 avril.

pas un centime, qui n'avaient que le loyer de leurs bras pour moyen d'existence; qui vivaient d'un salaire incertain et insuffisant, seraient devenus propriétaires et capitalistes, se seraient affranchis et enrichis, auraient transformé un sol inculte en terre féconde, auraient augmenté la production agricole de la France, créé des subsistances, des denrées, des matières premières pour les travailleurs des villes, pour les ouvriers de l'industrie, échangé leurs récoltes contre des articles manufacturés, ouvert un nouveau débouché à nos fabriques, etc.

Il y a en France des millions d'hectares qui sont tout aussi propres à la culture que les landes des environs de Loches; il y a des milliers de bras qui demandent de l'emploi et qui pourraient transformer ces landes en terres fertiles; il y a dans chaque département des agronomes capables de diriger des travailleurs, de faire ce qu'a fait M. Chambardel; des agronomes disposés à se mettre à la tête d'une association agricole. Il est facile d'organiser des institutions de crédit, d'établir des banques qui prêteront à longue échéance, qui fourniront à bas prix au travail les avances indispensables... Il dépend de nous de multiplier indéfiniment les richesses existantes, de réaliser le droit au travail promis par la Constitution, de transformer les pauvres oisifs en producteurs, d'élever, avec le temps, tout travailleur à la condition de propriétaire, de fonder dans chaque département de vastes exploitations rurales, dirigées par un ingénieur agronome, et dont la propriété, divisée en actions, pourrait être acquise par les travailleurs eux-mêmes, de sorte que les cultivateurs associés recevraient un salaire pour prix de leur travail, et un dividende qui représenterait l'intérêt de leurs économies capitalisées.

Pourquoi donc ne se met-on pas à l'œuvre?

On a, depuis longtemps, signalé les inconvénients de la vaine pâture; on a souvent parlé de mettre fin au régime des biens communaux. Trois systèmes ont été proposés: 1° partager ces biens indivis entre tous les habitants de la commune; 2° mettre ces biens en vente, puis placer le prix à intérêt au profit de la caisse municipale, qui se chargerait d'assister les indigents selon ses ressources; 3° Donner ces biens à ferme à des exploitants et, passer des baux à longue échéance. Dans ce dernier système, la commune concède la possession moyennant fermage, mais conserve la propriété.

Diviser les communaux ou les aliéner, c'est sacrifier l'intérêt des générations à venir, commettre une injustice; c'est enlever aux pauvres leurs dernières ressources, sans leur offrir d'équivalent. Donner les terres à bail à des spéculateurs, c'est toujours déposséder les pauvres, les priver du droit de pâture, les mettre dans l'impossibilité de nourrir les moutons, les chèvres ou la vache, qui forment l'unique revenu des familles indigentes. Ces divers systèmes, bien des fois présentés, ont toujours été écartés ou repoussés par d'excellentes raisons.

A notre avis, on pourrait faire cultiver les communaux, en totalité ou en partie, par les habitants pauvres de la commune; on pourrait percevoir, au profit de la caisse municipale, un loyer ou un tant pour cent sur le produit net, mettre à la tête de l'exploitation un agronome habile pour diriger les travaux, associer les cultivateurs, admettre dans l'association, à mesure que les cultures prendraient du développement, des membres nouveaux, en accordant toujours la préférence aux citoyens les plus pauvres. On pourrait demander au crédit les avances nécessaires, affecter le sol, au besoin, à la garantie de l'emprunt; on pourrait prélever sur les pro-

duits annuels l'intérêt de ces avances, plus une prime d'amortissement, puis abandonner aux travailleurs le reste du produit net, en déterminant le mode de répartition qui devrait être adopté.

La propriété du fonds resterait ce qu'elle est aujourd'hui, toujours indivise; elle appartiendrait à la commune. L'exploitation serait réservée aux pauvres, qui auraient droit à la totalité du produit net, qui recevraient un minimum de salaire, plus une part proportionnelle dans les bénéfices.

Le droit au travail et aux instruments de travail serait l'indemnité accordée pour la suppression de la vaine pâture, et tout homme de bonne volonté pourrait toujours gagner honorablement sa vie sans être à charge à ses concitoyens.

La mise en culture d'une partie des biens communaux procurerait un emploi constant à tous les bras occupés, ferait disparaître la misère de nos campagnes.

Le crédit personnel peut être plus facilement réalisé en agriculture qu'en industrie, parce que l'écoulement des produits agricoles est assuré et ne dépend point des hasards du marché ou des caprices de la mode, comme la vente des produits des manufactures. Néanmoins, l'établissement du crédit personnel suppose un système général de garanties contre l'intempérie des saisons, contre les accidents, contre les fléaux de toute espèce. Il faut, par exemple, que les récoltes, que les bestiaux, que le capital mobilier, que les bâtiments d'exploitation qui forment le gage des avances faites aux cultivateurs, soient assurés contre la grêle, la gelée, l'inondation, les épidémies, l'incendie, etc. Sans cela, les cultivateurs pourraient être ruinés par un événement imprévu et impossible à prévoir, pourraient dès lors, malgré toute leur bonne volonté, malgré leur travail et leur capacité, se trouver hors d'état de remplir leurs engagements.

Le jour où le crédit personnel sera organisé sur tous les points de la République et combiné avec le crédit réel, le jour où chaque département aura sa banque agricole, chaque canton son comptoir..., ce jour-là les travailleurs des champs, fermiers, métayers, journaliers pourront s'émanciper, acheter l'instrument de travail, produire pour leur propre compte, devenir propriétaires du sol qu'ils labourent et féconcent au profit d'autrui.

Si la terre ne rapporte que 3 0/0 en moyenne au propriétaire capitaliste, elle rapporte ou peut rapporter 6 ou 7 0/0 au propriétaire-cultivateur. Nos paysans empruntent parfois à 7 et 8 0/0 pour acheter le sol, et encore ils parviennent, à force de travail et de privations, à se libérer à la longue, s'ils peuvent échapper aux griffes des hommes d'affaires et des usuriers, s'ils se gardent surtout d'acheter, par ambition, plus de terres qu'ils n'en peuvent cultiver.

Que serait-ce donc s'ils pouvaient emprunter à 4 0/0, se libérer par annuités à longue échéance à l'aide d'une prime de 2, de 1 ou de 1/2 pour cent, sans avoir à payer des frais de quittance, d'enregistrement et de papier timbré, sans se trouver perpétuellement sous le coup d'une saisie ou d'une expropriation forcée?

Cependant l'organisation du crédit pourrait avoir des inconvénients qu'il importe de prévenir. Les paysans, séduits par le bas prix de l'intérêt et par les facilités qui leur seraient accordées, pourraient donner libre carrière à leur ambition irréflective, mettre le sol à l'enchère et payer la terre à des prix exorbitants, à des prix tels que la récolte serait entièrement absorbée par le service des intérêts et qu'il resterait zéro pour faire face à l'amortissement et pour représenter la valeur du travail dépensé...

A notre avis, les directeurs des banques, avant d'accorder le crédit personnel, devront examiner scrupuleusement la destination des

fonds qu'on leur demande, et refuser le crédit à quiconque voudrait s'aventurer dans une mauvaise spéculation.

F. V.

(La suite prochainement.)

D'après un rapport du ministre de l'agriculture et du commerce, sur l'institution des colonies agricoles, le président de la République vient de nommer membres d'une commission, chargée d'étudier les divers essais tentés jusqu'à ce jour et de chercher les moyens de travailler à l'amélioration du sort de la classe pauvre: MM. Charles Dupin, représentant, membre de l'Institut; De Vogüé, représentant du peuple; Wolowski, professeur au Conservatoire; Raudot, représentant du peuple; Monny de Marnay, chef de division de l'agriculture; De Melun; De Lurieu, inspecteur général des établissements de bienfaisance; Rouland, *Id.*; Lechevalier; De Rancé, représentant du peuple; Sainte-Beuve, *Id.*

LES MINES DE LA CALIFORNIE.

Conséquences économiques. Influence sur le prix des choses, sur la valeur de l'or, comme monnaie et comme métal.

On se préoccupe beaucoup dans le monde financier de la fécondité réelle ou fabuleuse des mines de la Californie; on redoute une invasion d'or, comme on redoutait, il y a six mois, une invasion de papier-monnaie, comme on redoutait demain une invasion de produits, de richesses de toutes sortes. On craint de voir les riches devenir moins riches... Les avares ne dorment plus, l'imagination des vieillards bat la campagne; les capitalistes se demandent avec effroi quel effet va produire, sur le marché européen et sur tous les marchés du globe, l'introduction subite d'une quantité considérable de ce précieux métal, de ce métal qui était précieux surtout en raison de la rareté?

N'en résultera-t-il pas, dans le prix des choses, une révolution pareille à celle qui suivit la découverte de l'Amérique? L'effet sera-t-il prompt, immédiat, ou bien lent et insensible? Le genre humain va-t-il être enrichi ou appauvri par la découverte de ces nouveaux trésors? N'y aura-t-il pas, dans les positions acquises, des changements brusques et inattendus? Tous les rapports économiques basés sur la valeur actuelle des monnaies, des immeubles et des produits ne vont-ils pas être bouleversés? Ne serons-nous pas obligés de changer complètement notre système monétaire? Enfin, l'effet sera-t-il le même en France, où la valeur de l'argent sert d'étalon à toutes les monnaies; et en Angleterre, où l'or est la monnaie type, la monnaie normale, etc., etc., etc.

Allons au devant de toutes ces appréhensions chimériques, filles de l'ignorance et des préjugés, et comme nous manquons de documents exacts pour tirer des conséquences positives, contentons-nous de poser quelques principes à l'aide desquels on puisse se rendre compte de tous les phénomènes probables ou possibles.

La société repose sur un échange continu de services ou de produits. Donner et recevoir, produire et consommer, voilà ce qui constitue la vie économique.

Dans les sociétés primitives, les échanges s'accomplissent directement au moyen du troc en nature; dans les sociétés civilisées, les échanges s'opèrent par l'intermédiaire de la monnaie, se décomposent en ventes et en achats. On appelle précisément monnaie cette marchandise particulière, quelle qu'en soit la matière ou la nature, qui sert à acheter et à payer toutes les autres, cette marchandise que tous recherchent afin de pouvoir, en échange de leurs propres produits, se procurer tous les produits qui leur sont nécessaires et qui ont été créés par l'industrie d'autrui. Peu importe le degré de valeur

(1) M. Chambardel emploie 21 journaliers ou domestiques. Les 31 mille francs, divisés entre 21 personnes, donneraient à chacune, en dehors du salaire fixe, un dividende annuel de 14 à 1.500 fr. Aujourd'hui, le journalier ne reçoit que le prix de son salaire, soit 350 francs.

que cette monnaie possède en soi, pourvu que cette valeur demeure fixe et constante.

On poursuit la monnaie, non pour elle-même, mais pour les choses qu'elle représente. La monnaie, nous le disions l'autre jour à propos de la banque de Paris, est la marchandise au moyen de laquelle et non pas pour laquelle toutes les autres sont échangées. La monnaie, disions-nous également, sert à exprimer la valeur relative des choses, mais ne la mesure pas. La monnaie, même la monnaie métallique, surtout la monnaie métallique, qui est en même temps une marchandise variant elle-même de valeur selon les temps et selon les lieux, serait tout à fait impropre à servir de mesure, car la première condition d'une mesure, c'est d'être invariable, c'est d'être partout et toujours semblable à elle-même. Un mètre, par exemple, a la même longueur à Paris qu'à Canton, aura dans mille ans la même longueur qu'aujourd'hui; mais il n'en est point ainsi de la monnaie métallique. Si une livre d'or ou d'argent a le même poids à Paris qu'à Londres et à Pékin, elle n'a pas partout la même valeur: or, en fait de monnaie, c'est la valeur qu'il faut considérer et non pas seulement le poids et le titre. Déjà on se procure à Paris, pour un franc, plus de produits, plus de jouissances qu'on ne s'en procurerait à Londres pour le même prix; déjà mille francs de revenu à Paris représentent une aisance moins grande que mille francs en Basse-Bretagne, etc. On voit donc que la monnaie, que la même pièce de monnaie n'a pas partout la même valeur réelle, bien qu'elle ait partout le même poids, le même titre et la même valeur nominale.

Mais laissons de côté ces considérations, et abordons franchement le point capital du problème.

Le prix de chaque chose dépend 1° des frais de production 2° du rapport de l'offre à la demande: autrement dit, une chose vaut 1° en raison de ce qu'elle coûte à produire, 2° en raison de ce qu'elle est plus ou moins rare, eu égard aux besoins généraux de la consommation et aux moyens dont les consommateurs disposent pour la payer. — C'est là ce qui détermine la valeur; la monnaie sert seulement à l'exprimer.

Or, comme la monnaie sert à exprimer toutes les valeurs sans exception, peu importe que l'unité monétaire en elle-même ait une valeur plus ou moins grande. Il faudra seulement d'autant plus d'unités pour exprimer une somme quelconque que l'unité aura moins de valeur; il en faudra d'autant moins, au contraire, que chaque unité vaudra davantage. Il faut vingt pièces de cuivre de un sou pour faire un franc, tandis qu'il suffit d'une petite pièce de un franc pour représenter la même valeur. Si l'or valait moitié moins, le louis ne représenterait que dix francs; il faudrait une pièce d'or deux fois plus lourde pour représenter vingt francs ou un hectolitre de blé; mais cela n'empêcherait pas une paire de bottes de valoir exactement un hectolitre de farine comme aujourd'hui. Les deux produits, hectolitre de farine et paire de bottes, continueraient à se valoir; ils auraient tous deux augmenté de moitié en apparence par rapport à l'or; mais en réalité l'or seul aurait été déprécié de moitié, sans que pour cela les relations de bottier à meunier se trouvassent aucunement altérées.

L'essentiel, donc, c'est que la valeur relative des produits ne soit point altérée. Peu importe, à la rigueur, que les termes d'une proportion changent, pourvu que le rapport reste toujours le même; peu importe que l'on multiplie ou que l'on divise le numérateur d'une fraction, si l'on multiplie, si l'on divise en même temps le dénominateur par le même chiffre. Or, c'est exactement ce qui arrive quand la monnaie généralement en usage est dépréciée partout à la fois; les détenteurs d'écus y perdent seuls quelque chose.

S'il s'agissait d'introduire aujourd'hui pour la première fois la monnaie d'or, et si l'or n'était propre qu'à jouer le rôle de monnaie, peu

importerait, au fond, la quantité existante de ce métal; il offrirait même d'autant plus d'avantages qu'il serait plus rare, parce qu'alors il représenterait, sous très petit volume, une plus grande valeur. C'est même là aujourd'hui tout ce qui constitue la supériorité de la monnaie d'or sur la monnaie d'argent; car, à part cela, les deux métaux possèdent exactement les mêmes qualités.

Mais les mines de la Californie vont enlever peut-être à l'or une partie de sa valeur, vont lui enlever, en outre, cette fixité de prix essentielle à toute monnaie. Or, c'est là ce qui complique les difficultés, d'autant plus que l'usage de l'or, comme monnaie, est de date ancienne, et que, dans certains pays, en Angleterre, par exemple, tous les contrats, tous les rapports économiques sont basés sur la valeur que possédait l'or autrefois.

L'or a un double caractère et un double usage: il sert de matière à la monnaie, et il est employé comme métal en industrie. Ce double caractère rend plus difficile encore l'évaluation de l'offre et de la demande. Autrefois, les frais de production étaient à peu près fixés par l'expérience; ils restaient à peu près les mêmes depuis nombreuses années; ou, s'il y avait des variations, elles étaient trop peu sensibles pour agir sur le prix-courant de l'or marchandise. D'un autre côté, la fécondité des mines existantes était connue: on savait que la production annuelle équivalait à peu près aux besoins de la consommation. L'offre était approximativement balancée par la demande, et l'or avait ainsi une fixité de valeur suffisante pour le rendre propre à servir de matière à la monnaie. — Désormais, tout pourrait changer.

Si, comme le prétendent les gazettes, l'or se trouve en grande abondance et à la surface même du sol en Californie; s'il peut être recueilli à l'état pur, en grande quantité et presque sans travail, il est évident que la valeur en va baisser en proportion même de cette abondance, en proportion de la diminution des frais d'exploitation. L'or, qui vaut aujourd'hui de quinze à seize fois l'argent, à poids égal, pourra être déprécié en peu de temps, à ce point qu'un kilogramme d'or pur ne vaille plus que 13 kilogrammes d'argent, puis seulement 12, 10, 8, 5, 3, 2 kilogrammes; il pourrait même arriver, à la longue, que l'or devint plus commun et moins précieux que l'argent... Alors il cesserait d'être employé dans la fabrication des monnaies; mais il deviendrait d'un usage plus fréquent et plus général en industrie. Les bijoux, les dorures seraient mis à la portée d'un plus grand nombre de consommateurs, ce qui serait évidemment le plus grand avantage, le seul avantage même qu'on puisse retirer des mines de la Californie.

La dépréciation de l'or, comme monnaie et comme marchandise, porterait préjudice aux bijoutiers et aux changeurs, qui ont toujours des provisions, à tous les avares qui ont des louis dans leurs cachettes; elle diminuerait la valeur vénale ou échangeable de tous les bijoux, de tous les ustensiles d'or, sans en diminuer aucunement la valeur d'utilité; mais elle ne jetterait aucune perturbation dans nos relations économiques, parce que la monnaie d'argent est, en France, la monnaie type, la monnaie normale, la monnaie qui sert à apprécier toutes les valeurs.

La valeur de l'argent restant la même, du moins jusqu'à la découverte de nouvelles mines d'argent, notre système monétaire ne serait point ébranlé. L'or, chez nous, est une monnaie de luxe, une monnaie-marchandise variant de prix selon les circonstances, sur laquelle on trafique, qu'achètent spécialement les voyageurs; mais ce n'est point une monnaie usuelle, servant aux ventes, aux achats, aux transactions commerciales et industrielles. Nous aurions tout simplement, à l'avenir, à ne plus frapper de pièces d'or, ou nous devrions, pour maintenir la valeur nominale de nos louis, en augmen-

ter le poids en raison même de la dépréciation du métal.

En résumé, nous ressentirons à peine, en France, l'influence des mines de la Californie, et si l'or devient moins coûteux et plus abondant, il sera d'un usage plus général dans l'industrie et dans les arts, et ce sera tant mieux.

Mais, pour l'Angleterre, ce serait tout autre chose. Chez les anglais, l'or est la monnaie usuelle et normale, la seule monnaie généralement employée concurremment avec les billets de banque. Là, l'argent ne sert que pour les appoints, comme chez nous le billon. Une dépréciation subite de l'or jetterait le désordre dans le commerce, bouleverserait tous les rapports économiques.

Pour prévenir ou pour neutraliser les inconvénients de toute variation subite dans la valeur du numéraire, les Anglais seraient obligés: 1° de changer leur système monétaire, de convertir la monnaie ancienne en monnaie nouvelle, en arrêtant, à partir d'une époque fixe, le prix de l'or à un taux déterminé, en établissant qu'à l'avenir tout paiement devra être opéré non plus en monnaie ancienne prise à son taux nominal, mais en espèces d'un poids et d'un titre nouveau; 2° d'annuler et de réviser tous les baux et fermages, tous les contrats et tous les marchés passés avant la découverte des mines de la Californie et qui ne seraient pas encore échus ou accomplis; 3° enfin, de décréter que, pour se libérer d'une livre sterling, il faudra désormais donner, non plus seulement une couronne d'or au poids d'autrefois, mais une quantité d'or suffisante pour représenter ce que valait autrefois une couronne. Le plus simple serait de déclarer l'or marchandise et d'adopter la monnaie d'argent pour étalon commun des valeurs.

Si l'on refusait de faire cette conversion, de proportionner la valeur nominale des anciennes monnaies à la valeur réelle de l'or pur qu'elles contiennent, calculé d'après le prix-courant actuel de l'or-métal, il y aurait brusque déplacement de richesse, spoliation des créanciers par les débiteurs, perturbation dans les fortunes, injustice et désordre dans toutes les transactions, violation de tous les contrats et de tous les engagements antérieurs, en un mot, profits illicites pour les uns, ruine pour les autres.

Pour l'Angleterre donc, les mines de la Californie peuvent causer une révolution monétaire, une crise sérieuse, un bouleversement économique.

Ajoutons, en finissant, que la dépréciation de l'or réduirait aussi les revenus que l'empereur de Russie tire des mines de l'Oural, amènerait probablement l'abandon de ces mines, qui ne pourraient plus rembourser les frais d'exploitation.

Qui vivra verra.

F. V.

On lit dans la *Démocratie Pacifique*:

« Les commissions nommées par les trois comités de l'agriculture, de l'instruction publique et des travaux publics, pour examiner la proposition de M. Considerant, concernant la fondation d'une première commune sociétaire d'essai, se sont réunies lundi soir à 8 heures dans la salle des conférences.

« M. Considerant a exposé les plans d'un phalanstère en grande échelle, et ceux d'un phalanstère d'essai en premier degré.

« La séance a duré trois heures. Une quarantaine de membres de l'Assemblée assistaient à la réunion.

« Les membres présents ont écouté avec beaucoup d'intérêt les explications de M. Considerant, qui ont porté sur les bases économiques de la constitution de la commune sociétaire. Ils ont demandé une seconde réunion pour s'initier à l'organisation même du travail et des relations sociales d'après les idées de Fourier. »

Jeudi, M. Considerant a de nouveau entretenu ses collègues pendant trois heures et a été écouté avec le même intérêt.

LOUIS BLANC ET CAUSSIDIÈRE AU CARCAN!

Un ignoble et triste spectacle a été offert, mercredi dernier, à la population parisienne. Louis Blanc et Caussidière, représentants du peuple et membres du gouvernement provisoire, ont été exposés, en effigie, sur la place publique, en compagnie des autres contumaces de Bourges, Houneau, Seigneuret, Laviron et Chancel. Nous ne doutons pas que M. Barrot, ministre de justice et de grâce, n'ait saisi avec bonheur cette occasion magnifique de témoigner publiquement de sa sympathie pour les hommes et les principes de la Révolution.

Louis Blanc et Caussidière sont les deux hommes politiques dans lesquels se personnifie le plus intimement le véritable caractère de la révolution dernière. Louis Blanc et Caussidière ont été tous les deux, pendant leur rapide passage au pouvoir, les promoteurs les plus ardents des principes de clémence et de générosité. Le préfet de police de la Révolution a déployé toutes les ressources d'un esprit fécond et résolu pour prévenir les vengeances et les réactions politiques. Il a réussi à faire l'ordre avec le désordre. Il a su maintenir la tranquillité et la sécurité publiques, sans soldats ni gendarmes, dans une ville d'un million d'âmes, agitée par l'ébranlement d'une révolution qui avait changé en deux heures la face de la société. Louis Blanc avait consacré ses efforts à concilier les intérêts des patrons et des ouvriers et à faire surgir de la victoire du peuple, les véritables principes de l'émancipation des travailleurs. Nul plus que lui n'avait contribué à faire décréter l'abolition de l'échafaud en matière politique; et il n'avait pas dépendu de lui que la peine de mort ne fût également supprimée en matière civile. Le judicieux historien prévoyait trop, en effet, qu'aussi longtemps que subsisterait la peine de mort pour un crime quelconque, les casuistes de l'échafaud trouveraient moyen d'interpréter en faveur du supplice le texte de la loi et de métamorphoser l'insurrection, le crime politique, en un simple attentat contre la vie des particuliers. L'événement a dit si le jeune historien était allé trop loin dans ses prévisions.

Louis Blanc a été l'un de ceux qui ont décrété l'abolition du carcan auquel M. Barrot a fait cloquer son nom, en violation de la loi.

Pour ces principales causes, Louis Blanc et Caussidière avaient des droits spéciaux aux rançunes et aux ressentiments des ennemis naturels de la Révolution. Aussi, la réaction a-t-elle débuté dans l'exécution de ses vengeances par la persécution dirigée contre ces deux personnages. Et comme il fallait un motif quelconque à cette persécution systématique, Louis Blanc et Caussidière ont été englobés comme complices dans l'attentat du 15 mai, par une accusation absurde, puis condamnés à l'exil; et la réaction triomphante a fini par attacher le nom des deux révolutionnaires au poteau d'infamie.

Le gouvernement de M. Louis Bonaparte se trompe étrangement sur les dispositions de la population parisienne, s'il croit l'associer à ses haines par de pareils moyens. Le gouvernement espère déshonorer la Révolution en condamnant ses plus zélés défenseurs au bagne et au carcan; le gouvernement ne gagnera à ces mesures que de réhabiliter le carcan et le bagne.

La population parisienne a répondu, mercredi, par une démonstration touchante aux provocations insensées du pouvoir. Elle a couvert de fleurs l'échafaud de vengeance. Elle a suspendu des couronnes d'immortelles aux poteaux d'infamie lavés de leur antique souillure par le baptême de la persécution; et les femmes, en passant, se disputaient ces fleurs pour s'en parer comme d'un bouquet de bal.

Oui, la générosité de ce peuple sera plus forte que vos haines, fourbes prometteurs d'amnistie, et vos persécutions ne prévaudront pas contre elle!

A. T.

EXPOSITION ET EXAMEN CRITIQUE DES DOCTRINES DE M. PROUDHON.

Première partie. — Exposition.

(Suite (1)).

Exposition psychologique de l'idée de juste et d'injuste, et détermination du principe du gouvernement et du droit.

Il ne suffit pas de montrer l'erreur, et le mal, pour garantir toute rechute, il faut, en outre, que les causes profondes en soient expliquées.

Dans l'homme, en tant qu'animal sociable, et dans la brute, le sens moral ne diffère que par le degré, et non point par la nature. Tout l'effet que peut avoir l'instinct sur les actes se réduit essentiellement à provoquer ceux qui sont conformes aux principes élémentaires de la sociabilité. De là un premier degré de justice correspondant à un premier degré de sociabilité: obéissance à l'instinct social.

Mais l'homme n'est pas seulement un animal sociable, il est, de plus, un animal intelligent. De là un second degré de sociabilité: combinaison de l'instinct social avec la réflexion; idées sur la justice. Ici, il n'y a point encore de différence de nature entre l'homme et la brute, car il serait difficile de refuser absolument l'intelligence à celle-ci; mais la différence de degré est bien plus remarquable que dans le sens moral issu de l'instinct seulement, car l'idée de justice sera nécessairement en raison directe de l'intelligence.

« La sociabilité est comme l'attraction des êtres sensibles; la justice est cette même attraction, accompagnée de réflexion et de connaissance. Mais sous quelle idée générale, sous quelle catégorie de l'entendement percevons-nous la justice? Sous la catégorie des quantités égales. De là l'ancienne définition de la justice: *Justum aequale est, injustum inaequale*. »

La différence fondamentale entre l'homme et les animaux consiste dans la spécialité des aptitudes, d'où résultent les individualités. L'individualisme tendrait, comme une sorte de force centrifuge, à isoler les hommes, si, de même que la force centripète rappelle les corps célestes au mouvement harmonique, un troisième degré de sociabilité, particulier à l'humanité, ne venait régler le jeu de ces organismes dissemblables: tel est le sentiment d'équité ou proportionnalité sociale.

« Ce sentiment ne vient pas de l'intelligence, qui, par elle-même, calcule, suppute, balance, mais n'aime point; qui voit et ne sent pas. »

La stricte justice règle les rapports économiques; l'équité proportionne les sentiments d'estime.

« Les joies du dévouement sont ineffables. »

« La reconnaissance a ses adorations et ses enthousiasmes. »

« Ainsi, tout s'accorde à nous donner la loi d'égalité: jurisprudence, économie politique, psychologie. Le droit et le devoir, la récompense due au talent et au travail, les élans de l'amour et de l'enthousiasme, tout est réglé d'avance sur un inflexible mètre, tout relève du nombre et de l'équilibre. L'égalité des conditions, voilà le principe des sociétés; la solidarité universelle, voilà la sanction de cette loi. »

M. Proudhon ajoute: « Ici devrait finir ma tâche. J'ai prouvé le droit du pauvre, j'ai montré l'usurpation du riche; je demande justice: l'exécution de l'arrêt ne me regarde pas. Si, pour prolonger de quelques années une jouissance illégitime, on alléguait qu'il ne suffit pas de démontrer l'égalité, qu'il faut encore l'organiser, qu'il faut surtout l'établir sans déchirements, je serais en droit de répondre: Le soin de l'opprimer passe avant les embarras des ministres; l'égalité des conditions est une loi primordiale de laquelle l'économie publique et la jurisprudence relèvent. Le droit au travail et à la participation égale des biens ne peut fléchir devant les anxiétés du pouvoir: ce n'est point au prolétaire à concilier les contradictions des codes, encore moins à pâtir des erreurs du gouvernement; c'est à la puissance civile et administrative, au contraire, à se réformer sur le principe d'égalité politique et bonitaire. Le mal connu doit être condamné et détruit; le législateur ne peut exciper de son ignorance de l'ordre à établir, en faveur de l'iniquité patente. On ne temporise pas avec la restitution. Justice, justice; reconnaissance du droit; réhabilitation du prolétaire: après

cela, juges et consuls, vous aviserez à la police, et vous pourvoirez au gouvernement de la République. »

« Cependant, l'erreur détruite supposant nécessairement une vérité contraire, je ne terminerai pas ce mémoire sans avoir résolu le premier problème de la science politique, celui qui préoccupe aujourd'hui toutes les intelligences:

« La propriété abolie, quelle sera la forme de la société? Sera-ce la communauté? »

Nous avons vu tout à l'heure que, chez les animaux comme chez l'homme, l'instinct et l'intelligence sont naturels; mais chez les premiers l'intelligence est toujours subordonnée à l'instinct par lequel leur destinée est tracée d'avance; l'intelligence n'est, en quelque sorte, que le prolongement de l'instinct; chez le second, il y a tendance constante de l'intelligence à remplacer l'instinct, l'homme est sociable d'instinct, et chaque jour il le devient par raisonnement et par élection; l'intelligence, au contraire des animaux, exerce une influence prépondérante sur sa destinée.

« Ainsi le mal moral, c'est-à-dire, dans la question qui nous occupe, le désordre dans la société, s'explique naturellement par notre faculté de réfléchir.... Ainsi, les plus grands maux de l'humanité lui viennent de sa sociabilité mal exercée, de cette même justice dont elle est si fière et qu'elle pratique avec une si déplorable ignorance. La pratique du juste est une science dont la découverte et la propagation finiront, tôt ou tard, le désordre social, en nous éclairant sur nos droits et nos devoirs. »

« Ainsi, le mal, c'est-à-dire l'erreur et ses suites, est fils premier-né du mélange de deux facultés antagonistes, l'instinct et l'intelligence; le bien, ou la vérité, doit en être le second et inévitable fruit. Pour continuer la figure, le mal est le produit d'un inceste entre deux puissances contraires; le bien sera, tôt ou tard, l'enfant légitime de leur sainte et mystérieuse union. »

Une fois les erreurs de l'intelligence reconnues inévitables pendant le développement des idées de justice, en rapprochant ce qui est établi de l'infinie diversité des aptitudes, on a l'origine psychologique des différences de fortunes, de l'opulence, de la misère, de la propriété, enfin; car, dans l'erreur générale, chacun a dû s'agiter avec des forces inégales pour se préserver du mal en son particulier.

« Chose singulière! la communauté, systématique, négation réfléchie de la propriété, est conçue sous l'influence directe du préjugé de propriété; et c'est la propriété qui se retrouve au fond de toutes les théories des communistes. Les membres d'une communauté, il est vrai, n'ont rien en propre; mais la communauté est propriétaire, et propriétaire non-seulement des biens, mais des personnes et des volontés. »

La communauté est oppression et servitude comme la propriété; elle est inégalité, mais dans le sens inverse de la propriété. « La propriété est l'exploitation du faible par le fort; la communauté est l'exploitation du fort par le faible.... Du reste, si la propriété est impossible par l'émulation d'acquiescer, la communauté le deviendrait bientôt par l'émulation de la faiblesse. »

Je passe brièvement sur les critiques de la communauté pure; elles sont trop connues; mais quel gouvernement affecte M. Proudhon à la société qu'il va construire? L'anarchie (absence de maître, de souverain).

« De même que le droit de la force et le droit de la ruse se restreignent devant la détermination de plus en plus large de la justice, et doit finir par s'éteindre dans l'égalité; de même la souveraineté de la volonté cède devant la souveraineté de la raison, et finira par s'effacer dans un socialisme scientifique. La propriété et la royauté sont en démolition dès le commencement du monde; comme l'homme cherche la justice dans l'égalité, la société cherche l'ordre dans l'anarchie. »

La souveraineté du peuple n'est pas plus légitime que celle d'un roi, dans le système de M. Proudhon. « La puissance législative n'appartient qu'à la raison, méthodiquement reconnue et démontrée.... Le peuple est le gardien de la loi, le peuple est le pouvoir exécutif. » Découvrir la vérité est un acte de science; conformer les faits aux découvertes vérifiées est un acte de volonté, d'exécution: tout citoyen est législateur dans la mesure de ses facultés; la nation seule a le droit de dire mandons et ordonnons.

Mais puisque ni la propriété, ni la communauté ne peuvent servir exclusivement de base à une so-

(1) Voir les numéros des 1^{er}, 8, 15, 22 vril.

ciété rationnelle, il reste à déterminer cette base : elle résulte, pour l'auteur, de la combinaison des éléments légitimes de l'une et de l'autre.

« La communauté cherche l'égalité et la loi : la propriété, née de l'autonomie de la raison et du sentiment du mérite personnel, veut sur toutes choses l'indépendance et la proportionnalité. »

Tels seront les quatre principes de la forme de société, synthèse de la communauté et de la propriété, que M. Proudhon nomme LIBERTÉ.

Si le lecteur n'a pas oublié les doctrines précédemment exposées, il comprendra le point de vue d'où M. Proudhon a pu dire :

« Que l'égalité consistant seulement dans l'égalité des conditions, c'est-à-dire des moyens, non dans l'égalité de bien-être, laquelle, avec des moyens égaux, doit être l'ouvrage du travailleur, ne viole en aucune façon la justice et l'équité ;

» Que la loi, résultant de la science des faits, par conséquent s'appuyant sur la nécessité même, ne choque jamais l'indépendance ;

» Que l'indépendance respective des individus, ou l'autonomie de la raison privée, dérivant de la différence des talents et des capacités, peut exister sans danger dans les limites de la loi ;

» Que la proportionnalité, n'étant admise que dans la sphère de l'intelligence et du sentiment, non dans celle des choses physiques, peut être observée sans violer la justice ou l'égalité sociale. »

« La sociabilité dans l'homme, devenant justice par réflexion, équité par engrenement de capacités, ayant pour formule la liberté, est le vrai fondement de la morale, le principe et la règle de toutes nos actions. »

De là les droits et les devoirs individuels et sociaux ; de là l'organisation de la véritable économie politique ; un travail immense à faire dans la vieille humanité, mais qui sera inévitablement accompli si la nécessité en a été démontrée, comme le croit invinciblement M. Proudhon, et comme il le proclame en terminant son Mémoire sur la propriété :

« La fin de l'antique civilisation est venue ; sous un nouveau soleil, la face de la terre va se renouveler. Laissons une génération s'éteindre, laissons mourir au désert les vieux prévaricateurs : la Terre-Sainte ne couvrira pas leurs os... »

Appuyé désormais sur l'exposition d'un ensemble de travaux qui aura familiarisé, je l'espère, le lecteur avec l'auteur dont je m'occupe, j'abrégerai la partie descriptive pour laquelle j'ai peut-être trop compté sur une patience peu commune en des matières d'autant plus abstraites, que le manque de développements les prive de toute couleur, de toute animation, afin d'arriver au plus vite à la partie critique de cette étude.

GILBERT VILLENEUVE.

(La suite à un prochain numéro.)

Voici les noms des candidats proposés au choix des électeurs du département de la Seine par le comité démocratique socialiste :

Pierre LEROUX,	de la Réforme,
Félix PYAT,	CONSIDERANT,
LEDRU-ROLLIN,	HERVÉ, rédact. de la Ré-
GREPPO,	publique,
THORÉ,	DEMAY,
LAGRANGE,	SAVARY, ouvrier,
CABET,	F. VIDAL,
HIZAY, ouvrier,	MONTAGNE, ouvrier,
PROUDHON,	CHARASSIN,
PERDIGUIER,	LANGLOIS, rédacteur du
MADIER aîné, avocat,	Peuple,
MALARMET, ouvrier,	D'ALTON-SHÉE,
LAMENNAIS,	LEBON,
RIBEYROLLES, rédact.	GENILLEZ.

Les deux autres noms doivent être donnés par l'armée.

COURRIER DE LA SEMAINE.

Le grand intérêt du jour est encore dans les représentations du *Prophète*. Il n'y a qu'une voix dans le public pour admirer la savante beauté de la partition musicale, comme pour déplorer la triste nullité du poème. Pour moi, qui suis superstitieux à l'égard de Montalembert, et qui crois aux influences

néfastes des conjonctions, je suis surtout porté à mal augurer de la destinée de l'opéra anti-socialiste, parce qu'il a fait son apparition sur la scène lyrique, le 16 avril 1849, à huit heures du soir !... c'est à dire à l'heure même où la majorité de nos représentants décrétait la guerre sainte contre la République romaine, fille de la République française et faisait de quatorze mille soldats français, quatorze mille soldats du pape. J'ai peine à croire qu'un opéra qui est né sous ce signe, puisse fournir jamais une carrière aussi longue et aussi glorieuse que celle des *Huguenots* ou de *Robert*. C'est comme si quelqu'un voulait me faire accroire que l'élection prochaine qui se fera un *treize* ! produira quelque chose de bon pour le pays. A d'autres. Mme Pauline Viardot, chargée d'un des principaux rôles du *Prophète*, s'est déjà trouvée indisposée pour la seconde représentation et voici que le succès d'*Adrienne Lecouvreur*, au Théâtre-Français, fait concurrence à celui de l'*Opéra National*.

On applaudissait donc à outrance, rue Lepelletier, le 16, pendant que de l'autre côté de l'eau, au palais des Condé, on sifflait sans miséricorde. Les sifflets étaient mérités comme les applaudissements.

Le succès de la musique du *Prophète* a été complet, mais il a été quelque peu balancé, il faut le dire, par celui des décors et de la mise en scène. C'est de la faute de M. Scribe.

M. Scribe ne pouvait dormir des lauriers de M. Clairville et il a voulu livrer le socialisme à l'indignation et aux risées du public. C'est une mauvaise pensée que le dieu de l'inspiration a punie en refusant inexorablement cette fois ses faveurs au librettiste qu'il a gâté si longtemps. Le malheur est que l'auteur de la musique ait été forcé d'endosser la solidarité de la mauvaise pensée de l'auteur des paroles. La belle musique est un vêtement splendide qui ne peut produire son effet qu'autant qu'il est porté par la passion et par la vérité. Je suis fâché pour Meyerbeer que M. Scribe n'ait pas jugé à propos de me consulter sur la charpente d'un poème d'opéra socialiste. Je lui aurais conseillé de prendre pour son héros, au lieu de Jean de Leyde, Huitten ou Thomas Muntzer, un de ces nobles chefs des paysans communistes dont M. Alexandre Weill nous a peints si vigoureusement l'histoire dans le temps de ses erreurs socialistes, et alors que le décret qui supprime les titres de noblesse ne l'avait pas encore fait conservateur écarlate.

Oh ! comme l'immortel auteur du *Mariage de Figaro*, le révolutionnaire Beaumarchais, eût admirablement compris la portée de l'histoire de ces paysans qui se révoltent au nom de l'Evangile et qui publient par les bourgs et les villes les douze articles de leur charte, décrétant l'abolition de tous les privilèges de la faimantaise, englobant dans le même anathème, prêtres, nobles, empereur. Avec quel art il eût transporté sur la scène les passions d'une autre époque redevenues le sujet de toutes les ardentes préoccupations du jour ! Comme il eût aussi écrasé sous son impitoyable logique la molle phraséologie de nos conservateurs bornes, à l'aide des noms propres d'autrefois ! comme il eût percé d'outre en outre des traits acérés de ses sarcasmes ce honteux bouclier d'argent que Satan a forgé et dont il tient couverte la poitrine des optimistes, de peur que les sentiments de justice et de charité n'aillent jusqu'à leur cœur. Que de situations dramatiques et consonnantes aux péripéties du drame révolutionnaire actuel, Beaumarchais eût trouvées dans un pareil sujet !

Mais ce que Beaumarchais eût deviné, M. Scribe ne l'eût pas compris, même après mon explication : alors il devient inutile de reproduire ici les conseils judicieux que j'aurais pu lui transmettre. M. Scribe a toujours eu un immense tort à mes yeux, celui de n'être pas socialiste, à la façon de Molière, de Shakespeare et de tous les grands comiques. M. Scribe ne sait pas un mot des besoins ni des tendances de son époque ; c'est ce qui fait que son œuvre n'a pu encore quitter la terre et s'élever jusqu'à la hauteur de l'œuvre de Beaumarchais. Quand Molière fustige les marquis, les précieuses, les Purgons, les Tartufes, Molière fait tenir à la Révolution le langage le plus hardi qu'elle puisse parler de son temps. Dans le *Mariage de Figaro*, l'audace du révolutionnaire va plus loin ; elle dépasse de quarante ans les limites des libertés contemporaines, et quarante ans après 89, le *Mariage de Figaro*, à son éternelle gloire, est encore réputé comédie incendiaire. C'est que dans le *Mariage de Figaro*, vous entendez réellement venir la révolution sociale ; elle est là qui frappe à la porte de la vieille société qu'elle épouvante et qu'elle intéres-

se à la fois, et qui ne sait pas trop si elle lui doit ouvrir. Si j'avais vécu dans l'autre siècle, et que j'eusse assisté à la première représentation du chef-d'œuvre de Beaumarchais, il me semble que j'aurais marqué ce jour-là parmi les plus mémorables de ma vie.

Eh bien, M. Scribe avait le même sujet à traiter que Beaumarchais, et il possédait de plus que Beaumarchais, pour illustrer son œuvre, toutes les ressources de l'art musical, les splendeurs du grand Opéra et le génie de Meyerbeer. Je dis que c'est un crime artistique et contre-révolutionnaire que de n'avoir pas su tirer un parti suffisant de tous ces moyens de succès.

Beaucoup de nous s'attendaient à voir dans le *Prophète*, sous prétexte d'anabaptistes, l'histoire de quelque épisode dramatique d'une véritable guerre sociale. Ce qu'il nous fallait à tous, ce n'était pas un Jean de Leyde, levant le drapeau de l'insurrection contre son seigneur qui lui a volé sa maîtresse, rassemblant quelques bucherons des forêts qu'il fanatise par la lecture des versets de l'Evangile, et qu'il mène à l'assaut du privilège, après quoi il triomphe, est nommé roi et meurt. Le Masaniello est usé, le Guillaume Tell aussi ; mais reste le Guillaume Tell, ou plutôt le Spartacus qui n'a pas pour patrie tel ou tel coin du globe, mais bien le globe entier, qui tient pour compagnons de chaîne tous les ilots du privilège et qui veut briser tous les fers au nom de l'égalité et de la fraternité. C'est ce Guillaume Tell là, de beaucoup plus intéressant que celui de Rossini, que nous espérons voir apparaître sur le Sinai de l'Opéra, au milieu des orages et des éclairs. Et il est certain qu'avec l'addition obligée de beaucoup d'amour, un ballet de patineurs complètement inédit et des décorations splendides, le génie musical de l'auteur des *Huguenots* eût trouvé la matière à un opéra merveilleux.

Notre attente a été trompée. Le poème a manqué à la musique du *Prophète* ; le sujet indiqué ci-dessus est toujours vierge. Au lieu de faire de son héros un Guillaume Tell élevé à la septième puissance, M. Scribe n'en a fait qu'un conspirateur vulgaire. Si je ne connaissais le caractère honorable de M. Scribe et sa haute fortune, je le soupçonnerais presque d'avoir reçu des subsides de la rue de Poitiers pour battre le socialisme sur le dos du tailleur de Leyde, dont il a fait un aubergiste par mépris pour la tradition. Impossible, avec la meilleure volonté du monde, de s'intéresser aux actions de ce drôle qui ne connaît d'autre moyen de briser les fers des esclaves que de brûler un peu, violer beaucoup et boire à l'avenant. Au lieu de se pardonner toujours, ainsi que la raison l'exige, les amoureux du *Prophète* causent entre eux politique et finissent par se détester pour cause de divergence d'opinion. J'en demande pardon à M. Scribe, mais l'amour a trop de bon sens pour se conduire ainsi. On aime parce qu'on aime, et le cœur des jeunes filles n'attend pas pour se donner les décrets du concile de la rue de Poitiers. Il n'est pas moins absurde pour une mère de maudire son fils parce qu'il est devenu roi. Le cœur des mères est trop indulgent pour ne pas excuser de semblables peccadilles. Je connais, rien qu'à Paris, plus de deux cent mille mères qui, malgré la proclamation de la République, souhaitent du plus profond de leur âme qu'autant en arrive à leur fils.

Le triomphe de Meyerbeer est d'avoir réüssi à bâtir un nouveau chef-d'œuvre, digne de ses aînés, sur cette donnée informe, sur un poème sans amour. En effet, pour peu que la situation prête à l'essor de son génie dramatique, comme dans le choral du premier acte, la scène de la reconnaissance au quatrième, et celle de la malédiction, l'auteur des *Huguenots* retrouve avec bonheur l'inspiration puissante qui lui dicta autrefois son fameux septuor. Seulement, l'esprit de l'auditeur, ému des âpres accents du fanatisme religieux et des imprécations de la haine, aimerait à se reposer de ses trop vives impressions dans la sphère des sentiments tendres ; et malheureusement cette alternance des situations, qui est d'obligation dans les opéras de longue haleine et qui prête tant de charmes aux œuvres les plus sérieuses, telles que *Guillaume Tell* et *Robert*, n'a pas été ici convenablement ménagée. Les fraîches et heureuses mélodies des airs de danse dans le ballet des patineurs, et le trio bouffé du troisième acte, sont à peu près les seuls accents joyeux qui rompent la sombre monotonie du drame musical, et détiennent agréablement la pensée. Pour un festin si richement servi en pièces de résistance, les hors d'œuvre ne sont pas en nombre suffisant.

La décoration du ballet des patineurs au troisième acte et celle de l'incendie qui termine la re-

présentation, ont obtenu un succès légitime. L'effet de givre et de brouillard à éclipses est probablement ce qui s'est fait de mieux jusqu'à présent en décors fantastiques. Il faut avouer que les êtres qui ont réussi à reproduire entre quatre murailles des effets de givre et de brouillard plus jolis que nature, et qui, en outre, ont inventé le vaisseau de ligne, sans avoir pu découvrir le moyen d'organiser le travail, sont de bien singuliers animaux.

J'ai récemment le *Prophète*, mais je sortirai au second acte, pour mieux me préparer à saisir les beautés du troisième et du quatrième.

Il y a émeute à la porte du Théâtre-Français toutes les fois que l'affiche porte le nom d'Adrienne Lecouvreur. Adrienne Lecouvreur est le premier nom prosaïque de Mlle Rachel, et sa première incarnation dans le drame moderne; de là l'intérêt de curiosité qui s'attache à ces représentations. Tout le monde devait être désireux de savoir si c'était la prosodie de Racine qui prêtait son charme principal à la diction de la grande tragédienne, ou bien si c'était la diction de la grande tragédienne qui prêtait son charme à Racine. Le procès est jugé; j'en suis désolé pour Racine, mais la cause pour moi n'a jamais été douteuse: tant vaut l'actrice, tant vaut le poète. Mlle Rachel donne au langage des simples mortelles la même noblesse et la même dignité qu'au langage des petites filles du Soleil, d'abord, parce que la poésie est en elle, et ensuite parce que les filles des hommes n'ont jamais eu de rivaux dans l'art de la parole, de l'avis même des dieux, qui firent comme les anges force folies pour elles. Un phalanstérien pur sang qui voudrait exprimer dans son idiome particulier la puissance de séduction dévolue à Mlle Rachel par je ne sais qui, dieu ou diable, dirait que c'est une personne richement titrée en *favoritisme*.

Mlle Rachel est la seule puissance d'avant février que la révolution ait laissée debout, et son théâtre est le seul qui ait eu le privilège de faire foule, malgré la misère des temps et les préoccupations absorbantes du drame politique. Elle a vu naître et mourir la popularité de Louis Blanc et celle de Lamartine, pendant que son peuple d'admirateurs grossissait chaque jour et lui demeurait fidèle. Expliquez-moi les raisons de cette fidélité exceptionnelle du peuple français, ô sublimes rêveurs! qui, dans votre sagesse, avez borné l'horizon de la femme aux murs enfumés de la cuisine et l'essor de son intelligence au raccommodage des culottes maritales. Dites-moi qui souffrirait plus que vous de l'obéissance de la femme à vos stupides lois, ô moralistes hypocrites! si son bon sens ne luttait contre votre sottise, et si pour nos plaisirs et nos félicités à tous, elle ne sortait parfois du triste gynécée où vous voulez la détenir, pour illuminer de quelques lueurs poétiques la scène de la vie publique, par vous si pitoyablement assombrie.

Les malheureux, s'ils savaient le secret de la puissance des grandes artistes, se montreraient plus humbles à l'égard de la femme. Si je leur disais que Dieu, pour forger l'intelligence de Malibran, de Falcon ou de Rachel, dépense habituellement plus de matière intellectuelle qu'il n'en faudrait pour emplir trente cerveaux d'académiciens.

La pièce représentée samedi dernier sur le théâtre du Palais-Bourbon, au bénéfice de M. Achille Fould, n'est pas dénuée non plus d'intérêt ni de charme. Il s'agissait encore de cette fameuse accusation de banqueroute intentionnelle que M. Duclerc avait si maladroitement laissée tomber un jour de l'autre semaine sur le gouvernement provisoire, et que M. Ledru-Rollin avait si vertement relevée. L'Achille de la Montagne a voulu avoir le cœur net de l'accusation et des accusateurs, et il a poussé son ex-collègue des finances, l'honorable M. Goudchaux, à dire la vérité sur la chose et toute la vérité. M. Goudchaux, que sa religion et sa profession de banquier n'empêchent pas d'être un parfait honnête homme, ce qui est à mes yeux un quadruple mérite, M. Goudchaux, pour qui je voterai demain, si je n'avais promis ma voix aux candidats du comité central, M. Goudchaux a nommé le coupable auteur de la proposition de banqueroute. « L'initiative de la proposition, a-t-il juré, la main sur la conscience, appartient à M. Achille Fould, un des chefs les plus immaculés du parti des honnêtes gens... » La déposition de l'ex-ministre des finances a produit sur l'héritier présomptif de M. Passy, le ministre actuel, le même effet qu'une copieuse aspersion d'eau bénite. Vainement cherche-t-il à se débattre sous l'atteinte mortelle, à nier le fait, à accuser d'infidélité la mémoire de son coréligionnaire. Un troisième Israël

se présente qui corrobore la déposition du premier témoin à charge. Enfin, M. le président Marrast achève de porter dans la conscience de l'aréopage la conviction de la culpabilité du prévenu. Le parti des honnêtes gens tout entier semble frappé du coup qui vient d'être porté à son chef. Oh diable les idées de banqueroute vont-elles se nichier! Prenez-vous donc aux honnêtes gens d'aujourd'hui!

La haute banque joue de malheur dans ses hommes, comme la rue de Poitiers dans ses petits livrés. On avait accusé M. Ledru-Rollin d'avoir voulu frapper un impôt de plusieurs centaines de millions sur les riches; M. Ledru-Rollin, qui voit qu'on est en train de nommer les masques, profite de la circonstance pour dire celui d'un haut et puissant seigneur de la Banque, qui est venu lui faire une proposition d'impôt forcé sur les riches négociants de Paris, avec la manière de s'en servir. Nouvelles dénégations de la part du banquier accusé; tout mauvais cas est niable.

Nouvelles affirmations de la part de l'accusateur. Nouveau sujet de désespoir pour la rue de Poitiers. Le choléra emporte les maladroits chasseurs qui se sont avisés de lever ces lièvres-là, la veille des élections!

Ils se sont amusés aussi à discuter le projet de loi sur l'organisation de l'armée, présenté par la coterie des *Ayacucho*s d'Afrique. Le projet contient quelques améliorations incontestables; par exemple, il supprime la *traite des blancs*, industrie ignoble et philanthropique dont les juifs alsaciens avaient le monopole; mais c'est toujours un projet d'organisation de la force *compressive ou destructive*, et nous ne voulons plus de l'une ni de l'autre aujourd'hui. C'est ce que tous ces messieurs ne comprennent pas. La question n'est pas d'*organiser* l'armée, mais de la *supprimer*; attendu que tant qu'il y aura une armée, il y aura un despotisme quelconque pour s'en servir. Observons ensuite que ce sont les pauvres qui alimentent les armées de leur chair et qui la paient de leurs deniers.

M. le général Bugeaud, que je faisais boire un jour avec nous en 1840, au banquet phalanstérien, avait proposé dans son toast un projet qui valait mieux que tous ceux de ses lieutenants. Ce projet se formulait ainsi:

Abolition de la guerre! Au remplacement des armées improductives par les armées productives!

A la bonne heure, voilà ce qui s'appelle parler. Pauvre général Bugeaud! comme ils me l'ont gâté depuis 1840! Ils m'en ont fait un maréchal, puis un duc, puis un ami de l'Autrichien, puis un Monck. Il me semble qu'il devrait être défendu de détériorer les gens d'une façon aussi cruelle.

La presse parisienne vient de perdre une de ses illustrations, M. l'abbé de Genoude, propriétaire et rédacteur de la *Gazette de France*. M. de Genoude est surtout connu comme inventeur du suffrage universel et du refus d'impôt. Il était député avant le suffrage universel et sous l'empire de la loi du privilège qu'il avait si longtemps combattu.

Or, le premier résultat du suffrage universel a été de dépouiller le saint homme de son mandat de représentant du peuple. M. de Genoude ne s'est rendu coupable d'aucun jeu de mots à l'article de la mort, comme M. l'abbé Fayet, qui, apercevant parmi ses derniers visiteurs le ministre protestant, Athanase Coquerel, demanda à lui serrer la main et à lui dire adieu en ce monde, parce qu'il était bien sûr de ne pas le retrouver dans l'autre.

L'automne, qui avait duré sans interruption depuis le mois de septembre jusqu'au 1^{er} avril, a tout d'un coup fait place à l'hiver, au moment où on s'y attendait le moins; et la vraie neige, la neige de janvier, s'est mise à faire concurrence à la neige embeaumée des fleurs, pour couvrir le sol des vergers. Ce retour offensif de la froidure a été mortel à l'abricot et à la mirabelle et a occasionné de plus une foule de rhumes de cerveau et de rhumes de poitrine; ce qui a fait dire aux médecins que l'année se présentait bien. La gelée a aussi comblé le vœu du vigneron, en détruisant l'espoir de la prochaine vendange. Qu'on me permette de dire, à ce propos, qu'une société où la peste et la gelée sont accueillies comme des bienfaits, ne peut pas être l'œuvre de Dieu, comme elle s'en vante, et que le diable a dû évidemment mettre les mains à la pâte. J'ai toujours cru pour mon compte, qu'il y avait quelque chose à relaire dans cette société, comme par exemple, de la transformer du haut en bas. Je suis bien sûr d'une chose, c'est que quand je reviendrai sur cette terre dans quelques centaines d'ans d'ici, j'aurai toutes les peines du monde à me fourrer dans la tête que la société actuelle a jamais existé. J'ai

déjà passablement de mal aujourd'hui à admettre la réalité de M. Faucher; et il ne faudrait pas me pousser beaucoup pour me faire révoquer en doute l'existence de MM. Henri V et Louis Napoléon. Si la société actuelle n'existait pas, a dit un sage de mes amis, personne ne voudrait croire à sa possibilité.

La discorde électorale souffle toutes ses fureurs dans le camp de la rue de Poitiers et déchaîne quelques ambitions aussi sur le reste de la France. D'un côté le parti des honnêtes gens se sait plus comment s'y prendre pour faire avaler M. Achille Fould et sa proposition de banqueroute aux gogos de Paris; d'autre part la subite apparition de M. Guizot dans la lice a produit sur le jeune Molé et sur le jeune Thiers, l'effet du spectre de Banco. Le jeune Molé et le jeune Thiers, qui portent l'étendard panaché de la coalition, ne demandent pas mieux que de couronner leur carrière par une nouvelle palinodie quelconque; mais ils entendent qu'au moins cette palinodie leur rapporte. M. Molé et M. Thiers ne sont pas gens à prendre la fièvre sans y avoir un intérêt, et ils ne paraissent pas jaloux de jouer au profit de Bertrand-Guizot le rôle de Ratons; d'autant que ce ne serait pas la première fois qu'ils y auraient été pris, et que la chose leur est déjà arrivée du temps de l'autre. C'est donc entre tous ces messieurs du bel air, entre tous ces monarchiens de toutes nuances ralliés contre la République, un échange édifiant et perpétuel de récriminations aigre-douces, d'aménités et de franchises, qui partout ailleurs passeraient pour de grosses injures, voire des diffamations. Allons, disputez-vous, messieurs, insultez-vous, déchirez-vous, dites-vous vos vérités surtout; il nous en restera peut-être quelque chose. Hélas! nous n'avons qu'un regret en vous voyant travailler de si grand cœur à vous démolir et à vous casser les uns les autres; c'est que vos morceaux ne soient pas bons.

Pendant que les tiraillements d'amour-propre et les rivalités portent la division et la mort dans le sein du parti des honnêtes gens, je veux dire du parti juif, du parti de la Banque,.... l'esprit de discipline et d'unité, garant de la victoire, est à l'ordre du jour dans le sein du parti socialiste. Là point d'opposition à la majorité; la minorité vaincue se rallie aux vainqueurs, aussitôt qu'a prononcé le vote. Le candidat jure, avant de se soumettre aux suffrages de ses pairs, qu'il renoncera à toute candidature si son nom ne sort pas de l'urne, et qu'il déploiera, pour faire triompher la candidature de ses concurrents préférés, le même zèle qu'il aurait déployé pour faire triompher la sienne propre. Le contrat a été accepté loyalement par tous, et nul encore n'a songé à se soustraire à ses engagements. Ainsi conduit, le parti socialiste ne peut manquer d'arriver à la victoire, car il a pour lui la loyauté et la jeunesse, plus le principe, qui fait la foi et rallie les dévouements, et enfin le courant des idées et le vent de l'époque qui le poussent à la fois vers le port. Je l'y vois aborder avant peu.

L'élection des 26 candidats du parti démocrate-socialiste, qui a commencé le dimanche matin à huit heures, n'a été terminée que le lendemain à quatre heures. Pendant ces trente-six heures, l'assemblée des délégués est demeurée réunie en conclave et privée de toute communication avec le dehors. Le résultat, connu dans la soirée de lundi, a été annoncé immédiatement dans toutes les réunions électorales. La liste des élus du peuple a été acclamée avec un véritable enthousiasme. Le choix des délégués s'est en effet porté sur des noms sympathiques à la masse et justement considérés. La Montagne y compte ses représentants les plus dévoués et les plus illustres, bien que nous ayons à signaler sur cette liste l'absence regrettable de notre ami Charles Dain, un orateur de talent, un socialiste de l'avant-veille, qui s'est fait depuis dix ans le défenseur infatigable de tous les prévenus de socialisme, prévenus de Blois, prévenus de Paris, défenseur de Blanqui, de Barthélemy, de tant d'autres. Il me semble que le parti démocrate socialiste de la capitale devait plus qu'une mention honorable à des services aussi anciens, à des services rendus surtout avec un désintéressement si complet.

Sur cette liste des 26 figurent également les noms des écrivains les plus chaleureux et les plus distingués de la presse démocratique. Les lecteurs du *Travail affranchi* y liront avec plaisir celui de François Vidal, notre ami et collaborateur. Enfin, les orateurs de la tribune populaire y ont également trouvé place, et deux noms y ont été laissés en blanc pour les candidats militaires. On ne pouvait guère demander plus.

Confessons toutefois, avec une franchise et une modestie dignes d'éloges, que la liste des 26 nous

aurait paru bien plus irréprochable encore si elle eût porté le nom de votre serviteur,

A. TOUSSENEL.

Mais qu'est-ce qui est parfait ?

Je profite de la circonstance pour avertir ceux de mes amis, connus ou inconnus, qui seraient dans l'intention d'égaler sur moi leurs suffrages, que je renonce à toute candidature. Je les prie, en conséquence, de vouloir bien reporter leurs témoignages de confiance et d'estime sur les 26 candidats que la volonté du peuple a désignés à leur choix, et pour qui le parti démocrate-socialiste votera comme un seul homme. Commençons par assurer le succès de la cause avant de nous occuper des récompenses à décerner aux champions qui l'auront le mieux défendue.

NOUVELLES EXTÉRIEURES.

La situation à l'extérieur se complique chaque jour d'une difficulté nouvelle. En Allemagne, vingt-huit Etats souverains ont adhéré à la constitution de l'unité germanique, avec le roi de Prusse pour empereur. L'Autriche et la Bavière ont protesté d'abord contre les résolutions de la diète de Francfort, et le roi de Wurtemberg s'est décidé à suivre l'exemple de ces deux Etats. Mais la population wurtembourgeoise est sur ce point en scission manifeste avec son chef, et de cette scission dangereuse peuvent éclater à tous instants de nouveaux orages. En l'état de conflagration imminente où se trouve aujourd'hui cette partie de l'Europe, il peut suffire de la plus légère étincelle pour allumer l'incendie général.

Les Hongrois poursuivent le cours de leurs triomphes. Le bruit a couru cette semaine à la Bourse que l'avant-garde de leur armée était arrivée devant Vienne. Ce bruit, évidemment, était prématuré. Ce qui est certain, c'est que les fonds ont baissé ; par conséquent les actions de la liberté ont dû hausser quelque part sur les rives du Danube.

On s'attend à la reprise générale des hostilités en Italie, depuis le Piémont jusqu'à la Sicile. La contre-révolution s'est opérée sans résistance à Florence. La république romaine, menacée de la restauration papale par toutes les puissances catholiques coalisées, y compris la France et l'Autriche, adresse à ses populations d'énergiques appels de résistance. Venise attend avec calme les horreurs du bombardement suspendues sur ses édifices. Le Piémont, que la perte d'une seule bataille a livré pieds et poings liés à l'Autriche, commence à murmurer contre les exigences exorbitantes du vainqueur. Le Piémont a sollicité un peu tard l'intervention de la France pour obtenir de l'Autriche des conditions plussortables. On dit, chose que nous aurions peine à croire, que la France a parlé à l'Autriche un langage moins humble que d'habitude, et qu'elle a même menacé de faire franchir les Alpes à son armée pour appuyer ses réclamations en faveur du Piémont. S'il en était ainsi, il faudrait s'attendre à voir la diplomatie autrichienne rabattre incessamment de ses prétentions. L'Autriche n'est plus en état de soutenir la guerre contre une grande puissance européenne, et ce que la France demandera, elle l'aura. L'expédition française destinée, disait-on, à restaurer l'autorité papale, et qui s'est embarquée à Marseille le 21 courant et jours suivants, pourrait bien avoir reçu une autre destination que celle de Civita-Vecchia, et pourrait bien s'arrêter en passant à Gènes, pour observer de là les mouvements de l'armée autrichienne et s'opposer à l'entrée des Autrichiens à Alexandrie. Encore quelques jours d'attente, et toutes ces énigmes commenceront à se débrouiller.

Au Citoyen rédacteur de l'ASSOCIATION RÉMOISE.

Je crois faire plaisir à mes frères les travailleurs, en leur apprenant que les ouvriers filateurs de Saint-Brice, sont organisés en corporation.

Le 9, il y a eu une réunion à laquelle assistaient des membres des corporations rémoises. Après avoir exposé les principes de la solidarité, le Citoyen Galand, président de la corporation des filateurs en cardé de Reims, a fait à l'assemblée une allocution dans les termes suivants :

Citoyens,

Tous les maux dont sont accablés les ouvriers, sont l'inévitable résultat de l'isolement dans le-

quel ils ont vécu jusqu'à ce jour ; tandis que le bien-être auquel ils ont droit de prétendre dans l'avenir, ne peut être que le résultat de l'association.

Les diverses catégories de travailleurs l'ont bien compris, car la république ne fut pas plus tôt proclamée qu'ils ont mis en pratique ce grand principe régénérateur, d'abord dans les grandes villes, puis dans des villes moins considérables, puis enfin dans les campagnes.

Vous aussi, citoyens, vous avez parfaitement compris que l'association était la seule planche de salut pour les travailleurs, et vous vous êtes empressés de venir apporter votre pierre à l'édifice. Courage, citoyens, que les travailleurs de toutes industries des villes et des campagnes se rangent sous l'étendard sacré de la fraternité ; montrons à ceux qui ne veulent voir en nous que des bêtes de somme, que nous sommes assez pénétrés du sentiment de nos droits et de nos devoirs pour qu'il en soit autrement.

Montrons à nos contradicteurs, que la fraternité n'est pas un vain mot pour nous ; que nous n'avons nullement l'intention, en nous associant, d'imposer des conditions onéreuses aux patrons, mais de faire respecter nos droits en donnant nous-mêmes l'exemple du respect envers les droits d'autrui. Ayons une indulgence toute fraternelle pour ceux qui pourront commettre quelques légères fautes envers nous. Aimons-nous, aidons-nous, instruons-nous, moralisons-nous, prouvons enfin que nous sommes dignes du nom de citoyen que nous a restitué la république.

Citoyens, l'association ouvre une ère nouvelle aux peuples civilisés. Unissons nos efforts pour faire triompher ces principes, et nos fils, un jour, en cueillant les fruits de nos labeurs, chanteront des louanges en notre mémoire !

La séance levée, chacun s'est retiré transporté d'enthousiasme. Jamais il n'y eut de réunion plus fraternelle ; les ouvriers des deux établissements, qui ne se trouvaient jamais ensemble, ont promis de se réunir très-souvent.

Recevez, citoyen, mes salutations fraternelles,

GÉRARD jeune.

— On lit dans le *Moniteur* :

« Une dépêche télégraphique ayant annoncé le passage à Bayonne de M. Napoléon Bonaparte, ambassadeur à Madrid, se rendant à Paris sans congé, M. Napoléon Bonaparte est considéré comme démissionnaire, et a été révoqué de ses fonctions par arrêté du président de la République pris aujourd'hui en conseil des ministres. »

L'estafette ajoute :

« La révocation de M. Napoléon Bonaparte jette beaucoup d'animation à l'Assemblée. Le triumvirat de la rue de Poitiers est pour beaucoup dans la mesure prise hier à 11 heures du soir par le conseil des ministres envers le cousin du président. C'est, dit-on, à propos d'une lettre écrite par Napoléon Bonaparte, dans laquelle il proteste contre l'intervention française en faveur du pape, lettre adressée au président de la République et mise sous les yeux du conseil des ministres, que des lettres de rappel lui ont été adressées. M. Napoléon Bonaparte arrivera ce soir à Paris. Son intention bien arrêtée est de se mettre à la tête du comité électoral bonapartiste qui, pendant longtemps, a contre-balancé l'influence de celui de la rue de Poitiers. »

— La concession du canal de Saint-Quentin expirant le 13 juillet prochain, les délégués de la navigation du Nord ont adressé une pétition à l'Assemblée nationale pour la prier d'abroger le tarif de ce canal et de le remplacer par celui annexé à la loi du 9 juillet 1836. Ce serait un grand acte de justice à exercer, et le seul moyen à employer pour soustraire la batellerie du Nord à une ruine imminente.

(ECHO de la Frontière.)

— Les comtés de l'ouest, en Irlande, sont dans un état déplorable. Pour surcroît de malheur, le choléra a envahi cette contrée ; il exerce d'affreux ravages parmi les pauvres qui meurent par centaines dans leurs misérables huttes et souvent sur les grandes routes, où les cadavres gisent pendant des jours entiers sans sépulture.

— On écrit de Marseille :

« M. l'abbé Landmann, chanoine honoraire d'Alger, s'est embarqué hier à Marseille, sur un des bâtiments à vapeur de la compagnie Bazin, avec quinze jeunes orphelins ou enfants trouvés et qua-

tre ou cinq frères. Il se rend dans la province de Constantine, à environ 20 lieues de cette ville, où il a obtenu la concession de vastes bâtiments et d'une grande étendue de terres, destinés à la formation d'un établissement charitable et agricole.

» Quand l'installation de cette petite colonie sera terminée, M. l'abbé Landmann se propose d'y faire venir encore une soixantaine d'enfants. C'est le gouvernement qui se charge des frais de transport et d'installation.

« Plusieurs des enfants partis avec M. Landmann sont devenus orphelins pendant les déplorables journées de juin. Leur vénérable guide est connu par le zèle tout apostolique dont il fit preuve, il y a quelques années, pour obtenir du gouvernement de Louis-Philippe l'autorisation de transporter des colons en Algérie, pour y créer des fermes dont les travailleurs, choisis parmi les hommes religieux et moraux, devaient ouvrir l'exemple d'une colonisation chrétienne et intelligente. Ce projet si patriotique échoua devant les difficultés de la situation en Algérie. »

— Une scène des plus révoltantes et malheureusement trop commune en Angleterre, a eu lieu dernièrement à Worcester. Un homme en haillons promenait sur le marché de cette ville sa femme, avec une corde au cou, pour la vendre, et ce misérable tenait à la main son jeune enfant. La femme a trouvé un acquéreur dans l'oncle de son mari, qui l'a payée 6 deniers (63 centimes), et qui l'a emmenée avec son enfant. La populace témoin de ce hideux spectacle a suivi le nouveau couple en battant des mains et riant aux éclats.

— Voici, d'après l'état comparatif du produit des impôts, pendant le premier trimestre de 1849 avec le même produit pendant le premier trimestre de 1848, le résultat sur la réduction de l'impôt sur le sel :

	1 ^{er} trim. 1848.	1 ^{er} trim. 1849.
Impôt de 30 fr.	Impôt de 10 fr.	
Perçu par les douane,	10,421,000 f.	8,090,000 f.
Perçus par les cont. ind.,	3,302,000	2,076,000
Totaux :	13,724,000	10,166,000
Différence en moins :		3,557,000

Soit 26 pour 100 en regard d'une réduction de 66 pour 100 sur l'impôt, réduction dont le résultat a été un abaissement de 50 pour 100 dans le prix vénal.

D'après ces chiffres, on peut espérer que la somme de 46 millions, portée dans le rapport de la commission du budget de 1849 comme perte prévue sur l'impôt du sel, sera loin d'être atteinte et quelle se réduira très-probablement à moins de 30 millions.

Le résultat de la réforme postale a été moins satisfaisant :

Le 1 ^{er} trimestre de 1848 avait donné	13,075,000 f.
Le même trimestre de 1849 n'a donné que	9,627,000
Différence en moins	3,448,000

Cette somme dépasse les prévisions des honorables promoteurs de cette mesure, puisque, suivant eux, la perte, pour l'année entière, devait se réduire à 2,080,000 fr. ; heureusement, l'exemple de l'Angleterre nous donne tout lieu d'espérer que cette différence en moins ne peut continuer longtemps, et que nous la verrons décroître de plus en plus.

— L'autre jour un malheureux ouvrier, mourant de faim, entre chez un boulanger. — Je n'ai pas d'argent, lui dit-il, mais je tombe de besoin, veuillez me donner un petit pain de deux sous, je vous le paierai aussitôt que je le pourrai. Le boulanger répondit par un refus et l'ordre de sortir de sa boutique. Alors le pauvre ouvrier s'empara d'un pain qu'il mit tranquillement sous son bras. Le boulanger le prit au collet et le fit arrêter. — Bon, fit le malheureux avec beaucoup de calme, au moins me voilà assuré pour quelque temps de ne pas mourir de faim.

— Banquet des prêtres socialistes, dimanche 29 avril, à midi, salle de la Fraternité, rue Martel. Les députés de la Montagne y assisteront. Les toasts seront reçus, salle de la Fraternité, jusqu'au samedi soir. On se procure des billets, à 1 f. 50 c., salle du banquet et aux journaux démocratiques. Les dames ne sont pas admises.

L'un des propriétaires, LEOPOLD GRAFFIN.

Imprimerie POUSSIELGUE, rue du Croissant, 12.